

BREVES ÉCONOMIQUES

DU PROCHE-ORIENT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JERUSALEM, LE CAIRE, TEHERAN, TEL-AVIV)

N° 20 – du 11 mai au 18 mai 2023

ZOOM SUR : IRAK – INTERRUPTION DE L'EXPORTATION D'HYDROCARBURES VERS LA TURQUIE

La Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale à Paris a rendu le 24 mars dernier une sentence en faveur de l'Irak dans le litige qui l'opposait à la Turquie depuis 2014. La plainte de l'Irak fait suite à l'accord conclu entre le Gouvernement régional du Kurdistan et la Turquie en 2014 permettant au Kurdistan d'exporter, via la Turquie et son port de Ceyhan, la quasi-totalité du pétrole qu'il extrayait, en violation de l'accord signé entre la Turquie et l'Irak de 1973 qui faisait de l'Etat irakien le seul acteur compétent en matière d'exportation de pétrole vers la Turquie. Sur le plan financier, la Turquie aurait été condamnée à verser à l'Irak une première indemnité d'1,5 Md\$ - pour un préjudice estimé par Bagdad à 23 Mds\$.

A la suite de cet arbitrage, les exportations de pétrole de l'Irak vers la Turquie ont immédiatement cessé via l'oléoduc reliant des champs pétrolifères de Kirkouk dans le nord de l'Irak au port turc de Ceyhan. Cela représente un déficit d'environ 400 000 b/j de pétrole kurde et de 75 000 à 100 000 b/j de pétrole de la région de Kirkouk (sous le contrôle du gouvernement fédéral), qui emprunte également ce même oléoduc. Au total, ce volume représente environ 0,5% des exportations mondiales. Cette interruption entraîne un manque à gagner d'au moins 32 M\$ par jour (soit près d'1 Md\$ par mois) pour l'Irak. Les compagnies pétrolières opérant dans la région du Kurdistan ont été contraintes d'arrêter la production (la quasi-totalité du pétrole extrait étant destinée à l'exportation), leurs capacités de stockages étant saturées, ce qui pourrait à terme endommager les puits.

Depuis la décision de la Cour internationale d'arbitrage, le gouvernement fédéral irakien et le GRK sont convenus d'un accord sur les exportations irakiennes d'hydrocarbures. La solution qui semble avoir été trouvée repose sur une exclusivité des exportations par la SOMO, un réalignement des prix du baril kurde sur celui du reste de l'Irak (puisque le KRG devait appliquer un rabais aux prix de son baril du fait de l'incertitude juridique entourant ses contrats) et un compte spécial sur lequel seront placés les revenus issus des exportations provenant de la région autonome du Kurdistan. La gestion de ce compte sera partagée entre le gouvernement fédéral, via la SOMO, et le GRK.

Bien que les modalités exactes de l'accord entre Bagdad et Erbil semblent encore devoir être précisées, le point bloquant majeur à la reprise des exportations est désormais la Turquie. Celle-ci n'a toujours pas réouvert l'oléoduc, malgré une requête officielle de l'Irak le 11 mai. Au vu de la densité des relations économiques entre la Turquie et l'Irak – commerce bilatéral important (24 Md\$ en 2022), projet de corridor logistique du port d'al-Fao (Irak) jusqu'à la Turquie, dépendance de l'Irak à la gestion en amont des eaux du Tigre et de l'Euphrate – les négociations devraient être relancées après les résultats finaux de l'élection présidentielle en Turquie.

Service Économique de Bagdad

LE CHIFFRE À RETENIR

32 M USD

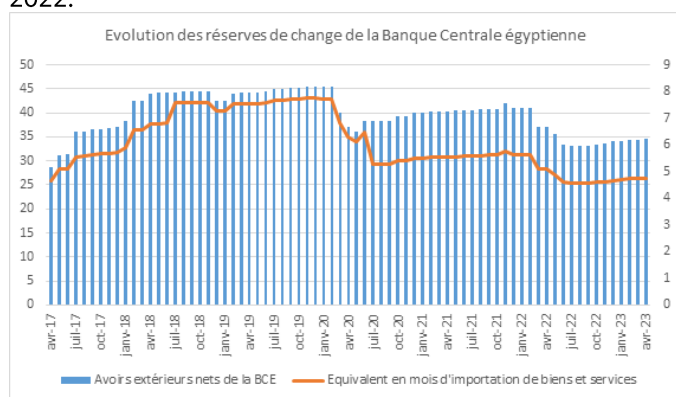
MANQUE À GAGNER QUOTIDIEN (A MINIMA)
POUR L'IRAK (DEPUIS LE 25 MARS 2023).



ÉGYPTE

1. NOUVELLE HAUSSE DES RESERVES DE CHANGE DE LA BANQUE CENTRALE D'ÉGYPTE EN AVRIL 2023

Selon les chiffres de la Banque Centrale, les réserves de change ont augmenté pour atteindre 34,55 Mds USD en avril contre 34,45 Mds USD en mars. Les réserves sont en légère hausse depuis 7 mois, après avoir chuté de 20% l'année dernière en raison de la guerre en Ukraine et du durcissement des conditions financières au niveau mondial. Les réserves couvrent 4,7 mois d'importation de biens et de services, demeurant ainsi stables depuis juin 2022.



2. VENTE PAR L'ÉTAT EGYPTIEN DE 9,5 % DE SA PARTICIPATION DANS TELECOM EGYPT

Le gouvernement égyptien a ramené sa participation dans l'opérateur de télécommunications national Telecom Egypt de 80% à 70%, en vendant 162 millions d'actions pour un montant de 3,8 Mds EGP (121 M USD), à des investisseurs institutionnels encore non dévoilés (90% des actions ont été achetées par des acheteurs locaux égyptiens). Après la vente plus modeste de parts dans la société de peintures Pachin (pour environ 25 M USD), il s'agit de la première cession significative de participations publiques dans le cadre du programme de désinvestissement annoncé en février dernier par les autorités. À ce jour, le gouvernement a atteint environ 7% (147 M USD) de sa cible de 2 Mds USD à lever d'ici le mois de juin prochain, conformément aux engagements pris dans le cadre du programme FMI accordé en décembre 2022.

3. SIGNATURE PAR LE NORVEGIEN SCATEC D'UN ACCORD EN VUE DE LA CONSTRUCTION DE LA PREMIERE USINE DE METHANOL VERT D'ÉGYPTE

Le ministère du Pétrole a annoncé le 14 mai la signature d'un accord de 450 M USD portant sur la construction

d'une usine de méthanol vert à Damiette, conclu entre le producteur norvégien d'énergies renouvelables Scatec et l'une des plus grandes sociétés égyptiennes de raffinage, Alexandria National Refining & Petrochemicals Company (ANRPC). L'installation devrait produire 40 000 tonnes de méthanol vert par an dans sa phase initiale, avant de passer ensuite à 200 000 tonnes annuelles. Scatec s'affirme ainsi comme un acteur clé du secteur énergétique égyptien : partenaire de Fertiglobe, Orascom et le Fonds souverain égyptien sur la première usine d'hydrogène vert du pays, la compagnie norvégienne prévoit également de s'associer à l'Egyptian Petrochemicals Holding Company et à l'entreprise d'engrais nationale Mopco pour développer une usine d'ammoniac vert à Ain Sokhna (5,5 Mds USD). Scatec a également signé un accord avec l'Egyptian Electricity Transmission Company portant sur l'étude d'un projet d'interconnexion électrique entre l'Égypte et l'Italie, d'une capacité d'échange de 3GW.

IRAK

1. OUVERTURE EN IRAK D'UNE FILIALE DE L'ARAB NATIONAL BANK (ARABIE SAOUDITE)

La banque saoudienne Arab National Bank (ANB) a annoncé un investissement de 38,2 M USD pour créer l'Arab Bank Iraq. L'ANB détiendra une participation de 20 % dans cette nouvelle entité. Pour mémoire, le secteur bancaire irakien est aujourd'hui peu dynamique – 90 % des transactions en dinars irakiens en volume auraient été réalisées en espèces en 2020 - et concentré autour des trois grandes banques publiques qui détiennent près de 90 % des dépôts et accordent 80 % des prêts.

2. OUVERTURE D'UN DEUXIEME POINT DE PASSAGE ENTRE LA TURQUIE ET LE KURDISTAN

Le Zet International Gate – point de passage entre la région du Kurdistan et la Turquie - situé dans le district de Soran (gouvernorat d'Erbil) a ouvert ses portes pour le transport de passagers (7 j/7 de 8h à 20h). Il sera ouvert au transport commercial dans un second temps. Le Zet International Gate devient ainsi le second point de passage entre l'Irak et la Turquie, après celui d'Ibrahim Khalil dans le gouvernorat de Dohuk.

3. SIGNATURE D'UN PROTOCOLE D'ENTENTE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN SUR LES HYDROCARBURES

Un protocole d'entente pour une coopération renforcée sur le pétrole et le gaz a été signé à Bagdad le 10 mai entre les ministres du Pétrole irakien et iranien, en présence du Premier ministre irakien Mohammed Chia al-Soudani. La



coopération portera plus précisément sur le développement de champs d'hydrocarbures partagés entre les deux pays, la formation du personnel et la mise en œuvre de projets de pétrochimie – une forte priorité du gouvernement irakien. Les champs de pétrole partagés entre l'Irak et l'Iran (notamment ceux de Majnoon, Abu Ghraib, Bazerkan, Al-Fakkah and Khana) ont fait l'objet de plusieurs disputes dans le passé – des troupes iraniennes avaient ainsi franchi la frontière entre les deux pays pour saisir un puits du champ d'al-Fakkah en décembre 2009 – avant qu'un protocole d'entente, signé en mars 2017, n'y mette fin.

4. LANCEMENT DE L'ANNEXE DU 5e CYCLE D'ATTRIBUTION DE LICENCES D'EXPLORATION DE CHAMPS D'HYDROCARBURES

Le ministre du Pétrole irakien a publié un appel d'offres d'exploration pour 13 champs d'hydrocarbures, dans le cadre d'une « annexe » du 5e cycle d'attribution de licences – pour mémoire, le 5e cycle avait été lancé en 2018 mais n'avait abouti qu'en février 2023 avec l'octroi de licences d'exploration et d'exploitation pour six champs aux entreprises Crescent Petroleum (EAU), United Energy Group (Hong Kong) et Geo Jade Petroleum (Chine). L'annexe du 5e cycle d'attribution de licences comprend des champs répartis sur tout le territoire irakien. Le ministre du Pétrole et le Premier ministre annoncent régulièrement depuis février la tenue prochaine d'un 6e cycle d'attribution de licences, lequel devrait surtout concerner des champs de gaz, le gouvernement ayant fait de leur développement une priorité en matière de politique énergétique

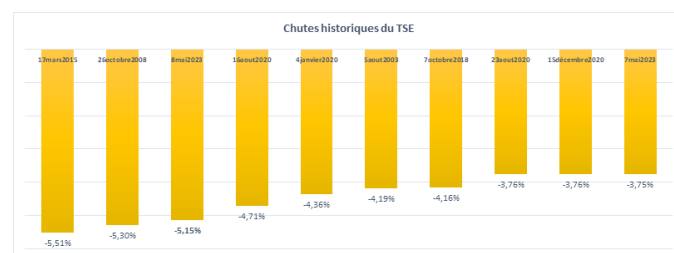
5. ANNONCE PAR LA BANQUE CENTRALE DU LANCEMENT PROCHAIN D'UNE AGENCE DE GARANTIE DE PRETS AU SECTEUR PRIVE

La Banque centrale d'Irak a annoncé le lundi 15 mai, à la suite d'une réunion avec la Société financière internationale du groupe Banque mondiale, qu'une agence de garantie des prêts au secteur privé devrait être lancée à brève échéance par la Banque centrale irakienne. Cette agence aura pour but de stimuler le crédit en Irak. En effet, alors qu'entreprises et ménages souffrent d'un très faible accès au crédit (les prêts conventionnels ne couvriraient ainsi que 5% des besoins en financement des PME irakiennes), le secteur bancaire irakien se distingue par une forte aversion au risque.

IRAN

1. TROISIEME CHUTE HISTORIQUE DE L'INDICE PRINCIPALE DU TSE

Samedi 6 mai, l'indice principal du Tehran Stock Exchange (TSE) a progressé de 20000 points pour atteindre 2,5M, grâce à la forte hausse de la valeur des actions de Bank Mellat, Iran Khodro Company, d'Esfahan Oil Refining Company et de Social Security Investment Company. En revanche, les cours ont chuté de manière constante les jours suivants: -95.068 points le 7 mai, -125.759 points le 8 mai, - 8.570 points le 9 mai et -28.115 points le 10 mai. Cette chute résulterait de la décision des autorités d'interdire aux sociétés actionnaires d'acheter de nouveaux titres et de les contraindre à mettre sur le marché les actions qu'elles détiennent pour éviter une baisse de l'indice dans les mois à venir. La chute de l'indice enregistrée le 8 mai était, par son importance, la troisième de l'histoire du TSE. Les actions les plus affectées sont celles de Mobarakeh Steel Company, Persian Gulf Petrochemical Industries Company, National Iranian Copper Industries Company et Golgozar Mining and Industrial Company. Annulant l'effet des mesures prises par le Madjles en faveur de la Banque centrale, qui avaient fait grimper l'indice principal du TSE de 66% sur les trois derniers mois (avec un investissement de 400 M\$), les restrictions précitées ont provoqué un retrait de 182M\$ des actionnaires individuels.



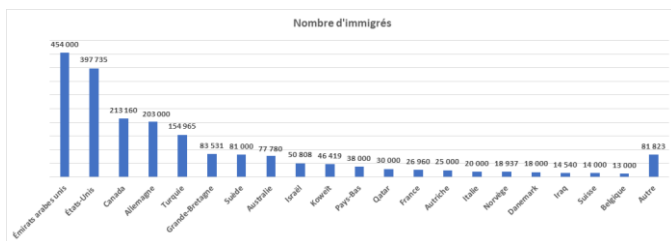
2. 10 BANQUES EN MANQUE DE FONDS PROPRES

Selon la banque centrale, qui exige en principe des établissements bancaires un taux de fonds propres de 8%, 10 banques ont un ratio négatif, dont les trois banques non-étatiques: Sarmayeh (-365%), Ayandeh (-156%) et Dey (-45%). Parmi les banques publiques, Tose'e Ta'avon (-24%) et Melli (-8,2%) sont les plus touchées. Les pertes cumulées de 3 banques sont désormais considérées comme alarmantes: Ayandeh avec 1 M Mds IRR (2,38 Mds \$ au taux ICE), la banque Melli avec 0,77 M Mds IRR (1,8 Mds \$) et la banque Sarmayeh avec 0,47 M Mds IRR (1,1 Mds \$). A l'opposé, Middle East (privée/13,1%), Karafarin (privée/13%), EDBI (publique spécialisée/12,1%), Pasargad (privée/9,7) et Mellat (privée/8,3%) demeurent en conformité avec les critères de la Banque centrale.



3. IMMIGRATION EN HAUSSE DE 8% EN G.A.

Selon l'«Iran migration observatory», le nombre d'émigrés serait passé de 1,9 M en 2019 à 2,06 M en 2020. Les Émirats arabes unis avec 0,45 M, les États-Unis avec 0,39 M et le Canada avec 0,21M sont les trois principales destinations des émigrés iraniens. Au cours de la période 2000-2020, le nombre d'étudiants quittant le pays est passé de 17 442 à 66 701, le Canada (16 900), l'Allemagne (11 573) et les États-Unis (9 295) étant leurs premières destinations. Le nombre d'immigrés professionnels n'est pas divulgué, mais durant la période 2019-2022, 2000 visas d'investissement/startup/entrepreneurs auraient été délivrés par le Canada et la Grande-Bretagne à des ressortissants iraniens. Au cours de la période 2015-2021, la part de l'asile politique aurait ramenée de 1,77% à 1,49% et les nouvelles demandes d'asile pour les pays européens aurait diminué de 0,7% (de 1,8% à 1,1%).



ISRAËL

1. ISRAËL RENFORCE SES CAPACITÉS D'EXPORTATIONS DE GAZ VERS L'ÉGYPTE

Le gouvernement israélien a donné son accord pour la construction d'un gazoduc de 65 km permettant d'augmenter la capacité d'exportation vers l'Égypte de 580 millions cfd (6 milliards de m³) par an. Le projet est évalué à 350 millions USD avec une station de compression additionnelle. La capacité d'exportation d'Israël par les gazoducs directs (sans passer par la Jordanie) est déjà passée de 480 à 770 millions cfd (3 milliards m³). Le projet « Nitzana » sera lui opérationnel à moyen terme et permettra de garantir un rythme de livraison de gaz à l'Égypte supérieur à ce qui se fait actuellement (830 milliards cfd). Au même moment, le Premier ministre israélien se dit favorable à la construction d'un gazoduc qui relierait les champs gaziers israéliens à Chypre afin de permettre d'avantage d'exportations vers l'Europe. Ce nouveau plan nécessiterait la construction d'un train de liquéfaction à Chypre.

2. TAUX DE CHOMAGE EN BAISSE, SALAIRES EN HAUSSE : UN DEFI POUR LA LUTTE CONTRE L'INFLATION

Selon les dernières données, une augmentation de 7,9% du salaire moyen a été constatée en Israël au premier trimestre 2023. Parallèlement, le taux de chômage continue de baisser et se situerait à 3,6%. Cette situation pourrait contribuer à l'inflation (actuellement de 5% en rythme annuel) et inciter la Banque d'Israël à augmenter une fois de plus son taux directeur. Une réunion du Comité monétaire est prévue dans les prochains jours.

3. VERS UNE CROISSANCE MODERÉE EN 2023

L'économie israélienne a enregistré une croissance de 2,5% au premier trimestre 2023 et la cheffe économiste du ministère des Finances a revu à la baisse les prévisions de croissance du PIB pour 2023. L'économie devrait croître de 2,7% en 2023, tandis que les revenus de l'État devraient se tasser. Ils sont estimés à 463,6 Md ILS (117 Md Euro), soit 5,3 Md ILS (1,34 Md Euro) de moins que prévu. Un déficit budgétaire devrait donc s'installer, passant à 1,1% du PIB cette année et à 1,35% l'année prochaine. Les dépenses budgétaires liées à la coalition (en cours de discussion à la Knesset) devraient participer au creusement de ce déficit.

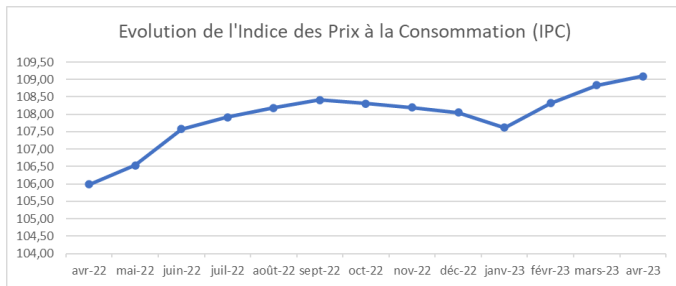
4. TECHNOLOGIE ISRAËLIENNE ET CONDUITE AUTONOME

Mobileye, entreprise israélienne spécialisée dans les systèmes avancés d'assistance à la conduite, a annoncé un partenariat avec Porsche après celui conclu avec le groupe chinois Geely. La plateforme SuperVision de Mobileye intégrera des fonctions d'assistance et de navigation automatisées dans les futures voitures. De très nombreux constructeurs et équipementiers automobiles sont installés en Israël, non pas pour y produire des véhicules mais pour se fournir en solutions technologiques et capteurs embarqués.

JORDANIE

1. HAUSSE DES PRIX EN AVRIL 2023

Selon les chiffres publiés par le DoS et calculé en glissement annuel (g.a.), le taux d'inflation s'est élevé à 2,93% à la fin du mois d'avril 2023 par rapport au même mois de 2022. L'Indice des Prix à la Consommation (IPC) a atteint 109,09 en avril 2023 contre 105,99 en avril 2022. Ce niveau d'inflation résulte principalement de l'augmentation des prix des catégories : « loyers » (+5,17%), « transports » (+3,56%), « produits laitiers et œufs » (+9,19%), « santé » (+6,22%) et « culture et loisirs » (+9,55%).



2. ACCORD TECHNIQUE SUR LA 6ÈME REVUE DE L'EFF

À la suite d'une mission du FMI en Jordanie, un accord technique sur la 6ème revue du mécanisme élargi de crédit (Extended Fund Facility - EFF), programme conclu en mars 2020, a été trouvé entre le Fonds et les autorités jordaniennes le 17 mai 2023. Conduite par Ron van Rooden, nouveau chef de mission, la délégation a rencontré le Premier ministre Bisher Khasawneh mais aussi le vice-premier ministre chargé des Affaires Economiques et de la Modernisation du Secteur Public, Nasser Shraideh, le ministre des Finances, Mohamad Al-Ississ, la ministre du Plan et de la Coopération Internationale, Zeina Toukan, et le Gouverneur de la Banque centrale (CBJ), Adel Sharkas. Globalement, le FMI s'est montré satisfait par les performances de la Jordanie tant sur les objectifs quantitatifs que sur les réformes. Le Fonds prévoit une croissance de 2,6 % en 2023 et une inflation modérée à 2,7 %. L'objectif est de réduire le déficit primaire à 2,9 % du PIB en 2023 afin de ramener la dette à 80 % (hors actifs détenus par le SSIF) d'ici 2028. Après conclusion de cette revue, le total des décaissements du FMI depuis 2020 devrait atteindre 1,3 Md DTS soit environ 1,75 Md USD.

3. FITCH MAINTIENT LA NOTE SOUVERAINE DE LA JORDANIE A "BB-" (PERSPECTIVE STABLE)

Fitch Ratings a réaffirmé la note de défaut émetteur à long terme de la Jordanie en devise étrangère (Long-Term Foreign-Currency Issuer Default Rating - IDR) à "BB-" avec une perspective stable. L'agence justifie sa notation par plusieurs choses: en premier lieu, la stabilité macroéconomique et les progrès réalisés dans les réformes fiscales et économiques notamment dans le cadre du programme FMI en cours. Le montant restant à déboursier de l'EFF, selon l'agence, est évalué à 218 M USD. La notation est également justifiée par la solidité du secteur bancaire et par l'aide internationale qui reste un soutien précieux et indispensable à l'économie jordannienne. L'aide internationale reçue par la Jordanie en 2022 est évaluée à 4,4 Mds USD, comme en 2021. Le protocole d'aide américaine a été renouvelé pour sept ans, son montant annuel est de 1,45 Md USD, ce à quoi le congrès américain a ajouté 200 M USD pour l'année 2023. La notation est néanmoins contrainte par plusieurs

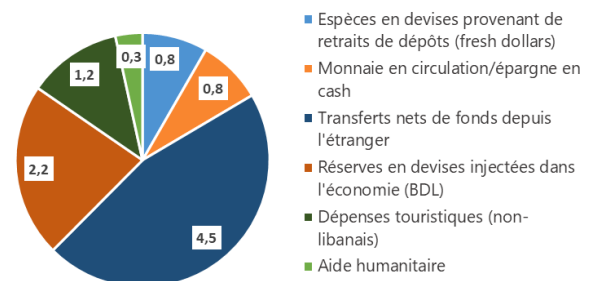
facteurs comme: une dette publique élevée, une croissance faible, des risques liés à la politique intérieure et régionale, un déficit important de la balance courante et une dette extérieure nette plus élevée que celle des pays pairs.

LIBAN

1. LA BANQUE MONDIALE ESTIME LE POIDS DE L'ÉCONOMIE DE CASH DOLLARS AU LIBAN A 10 MDS USD

Dans son dernier rapport *Lebanon Economic Monitor*, intitulé *The Normalization Of Crisis Is No Road For Stabilization* et publié le 16 mai, la Banque mondiale tente d'estimer la taille de l'économie de cash au Liban, soit la valeur totale des transactions effectués en cash en dollars dans le pays. Évaluée à 4,5 Mds USD en 2020 (14% du PIB) puis à 6,1 Mds USD en 2021 (26% du PIB), l'économie de cash aurait représenté 9,9 Mds USD en 2022 (46% du PIB). La majeure partie de l'augmentation de la taille de l'économie de cash en 2022 par rapport à 2021 est attribuée par la Banque mondiale à un ralentissement de la fuite des capitaux. La taille de l'économie de cash par rapport au PIB est également nettement plus importante en 2022 qu'en 2021 en raison de la baisse du PIB. Ces estimations sont basées sur un certain nombre d'hypothèses et sont à interpréter avec précaution. Selon la Banque mondiale, le développement de l'économie du cash accroît le risque de blanchiment d'argent, augmente la part de l'économie informelle et facilite l'évasion fiscale.

Composition de l'économie de cash en dollars en 2022
(en Mds USD)



2. LA TARIFICATION DES CARBURANTS EN DOLLARS EST DESORMAIS AUTORISÉE

Le ministre de l'Énergie a autorisé, le 12 mai, la tarification des carburants en dollars dans les stations-service libanaises. Cette décision répond avant tout aux demandes des sociétés de carburant, qui règlent leurs



importations de carburant en dollars. Les consommateurs de carburant pourront ainsi effectuer leur paiement en dollars ou en livres libanaises (selon le taux de change fixé par le ministère). Cette décision illustre la tendance de fond de dollarisation de l'économie libanaise, qui s'est déjà produite dans plusieurs secteurs (tourisme depuis l'été 2022 et vente au détail depuis mars 2023).

SYRIE

1. L'UNRWA EST DESORMAIS AUTORISÉE À EMPRUNTER AUPRÈS DES BANQUES SYRIENNES

La Banque centrale de Syrie a autorisé l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) à emprunter auprès des banques locales en livres syriennes, en utilisant ses dépôts de devises étrangères comme garantie. Bien que les modalités ne soient pas spécifiées (valeur du dépôt, taux d'intérêt...), il est probable que le taux de change officiel relatif aux banques soit utilisé (6 532 SYP/USD actuellement, soit 40 % de moins que le taux du marché parallèle). Cette décision permet à l'UNRWA d'ouvrir un compte en livres syriennes dans une banque locale afin de financer les opérations de son programme de microfinance, en place en Syrie depuis 2003. Initialement conçu pour les réfugiés palestiniens en Syrie, le programme accorde des prêts en livres syriennes à ses clients (majoritairement des syriens), avec un taux d'intérêt mensuel pouvant atteindre 2,5 % (soit 30 % par an).

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

REDACTEUR : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JERUSALEM, LE CAIRE, TEHERAN, TEL-AVIV)

CRÉDITS PHOTO : ©SER BEYROUTH